



## Autolib' Vélib' Métropole

2 rue Jean Lantier  
75001 Paris  
Tél : 01 80 18 92 00  
[www.autolibmetropole.fr](http://www.autolibmetropole.fr)

### PROCES-VERBAL

Séance du Comité syndical du 8 décembre 2016

---

Le 8 décembre, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 1<sup>er</sup> décembre 2016, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :	102
Nombre de délégués présents ou représentés :	58 dont 19 pouvoirs

#### **Étaient présents :**

#### **Titulaires :**

Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Georges DUTRUC-ROSSET (Buc), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Alain SANSON (Fontenay-le-Fleury), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Yann WEHRLING (Région Ile-de-France), M. Jacques FRANQUET (La Celle-Saint-Cloud), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), Mme Catherine PILON (Montreuil), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Bernard GIRAULT (Noisy-le-Sec), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Patrick LEROY (Rungis), M. Abdel Ilah AZMI (Saint-Cloud), M. Julien BACHARD (Saint-Gratien), Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé), Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes).

Grand Paris Seine Ouest : M. Bernard ROCHE.  
Paris Est Marne et Bois : M. Alain GUÉTROU  
Grand Paris Grand Est : M. Alain SCHUMACHER  
Paris Ouest la Défense : M. Éric LE LANN  
Grand Paris Sud Est Avenir : Mme Khadija OUBOUMOUR  
Vallée Sud Grand Paris : M. Philippe RIBATTO

#### **Suppléant(e)s avec voix délibératives :**

M. Mathieu TELLIER (Aulnay-sous-Bois), M. Hervé LEUCI (Bobigny), M. Vincent MEZURE (Bougival), M. Marc FEUGERE (Chatenay-Malabry), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), M. Timothé LEFEBVRE (Sceaux).

#### **Suppléant sans voix délibératives :**

Mme Yveline JEN (Noisy-le-Sec)

### **Excusés ayant donné pouvoir :**

M. Éric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine) à M. ISOARD, M. Samuel BESNARD (Cachan) à M. BERNIER, Mme DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine) à M. ACCART, M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains) à M. BACHARD, M. Yves MENEL (Garches) à M. FRANQUET, M. Gabriel GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil) à M. TELLIER, Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret) à Mme GAILLABAUD, M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand) à M. BOISSIERE, M. Christophe NAJDOVSKI (Paris) à Mme de la Gontrie, M. Christian PAGE (Saclay) à M. MEZURE, M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson) à LEFEBVRE, M. Jean-Bernard BROS (Sogaris) à M. NADIRAS, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve-la-Garenne) à M. VINCENT, M. Jean-Claude LE ROUX (Yerres) à Mme PARRAIN, Mme Christine BRUNEAU (Grand Paris Seine Ouest) à M. AZMI, M. Hervé LIEVRE (Grand Paris Seine Ouest) à M. ROCHE, M. Antoine DUPIN (Grand Paris Seine Ouest) à M. BOULAY, M. Bruno HELIN (Grand Paris Sud Est Avenir) à Mme OUBOUMOUR, M. Pascal TURANO (Paris Est Marne et Bois) à M. GUETROT.

**Etaient excusés :** M. Alain LOPPINET (Bailly), M. Arnaud GIBERT (Bezons), M. Jean-Pierre SPILBAUR (Bry-sur-Marne), M. Yves FUCHS (Champigny-sur-Marne), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), Mme PELLETIER-LEBARBIER et M. BEROCHE (Bièvres), M. Jean-Philippe LUCE (Bois d'Arcy), M. CLEREMBEAU (Pantin), Mme BLOCH et M. de MAZANCOURT (Vaucresson), MM. Gauthier MOUGIN, Jean-Marc SZMARAGD et KNUSMANN (Grand Paris Seine Ouest), Mme de PAMPELONNE (Grand Paris Seine Ouest), Mme de MARCILLAC (Grand Paris Seine Ouest), M. VASTEL (Vallée Sud Grand Paris).

**Assistaient également à la séance :** Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, Responsable de la coordination administrative et technique, MM. Matthieu FIERLING chef de projet service et innovation, Sédik CHEKIR responsable des finances et Malik SALEMKOUR Chargé de mission.

### **Ordre du jour :**

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 14 novembre 2016
- 2 - Compte-rendu du Bureau syndical du 24 novembre 2016
- 3 - Délibérations :
  - Avenant n°9 à la convention de DSP Autolib'
  - Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes morales
  - Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes physiques
  - Avenant N°1 à la convention de coopération entre le SMA et SMEV
  - Autorisation pour la vente du mobilier du Syndicat
  - Décision modificative au Budget
  - Mise en place de l'entretien professionnel
  - Pérennisation du télétravail
  - Délégation de compétence à la Présidente : ajustement des seuils au nouveau décret des marchés publics
  - Modification du tableau des effectifs du Syndicat
- 4 - Points divers

La présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. MEZURE est désigné secrétaire de séance.

## **1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 14 novembre 2016**

**La Présidente** s'enquiert d'éventuels commentaires ou demandes.

Aucune observation n'est formulée.

*Le procès-verbal du Comité syndical de la séance du 14 novembre 2016 est adopté à l'unanimité.*

## **2 - Compte-rendu du Bureau syndical du 24 novembre 2016**

**La Présidente** rappelle aux membres que le compte rendu, leur a été transmis, elle fait un résumé oralement et leur demande d'en prendre acte.

*Les membres prennent acte du compte rendu du Bureau syndical du 24 novembre 2016.*

## **3 - Délibérations :**

3 - 1 Avenant n°9 à la convention de DSP Autolib' (délibération 2016 33)

**La Présidente**, précise en introduction que les services juridiques de la Ville de Paris lui ont fait savoir que le règlement de publicité qui s'applique à Paris ne permet pas la poursuite de ces publicités.

Elle présente ensuite les deux points de l'avenant. Le premier point est l'augmentation des tarifs au 1<sup>er</sup> février 2017. Enfin, elle précise avoir souhaité insérer dans l'avenant un délai pour aboutir à un plan d'affaire validé entre le délégataire et le Syndicat. Le Syndicat a jusqu'au 1<sup>er</sup> mars pour se mettre d'accord avec le délégataire. Elle souligne que cet avenant doit être signé par les deux contractants.

Elle donne ensuite la parole à M. FIERLING pour la présentation de l'avenant n°9, et des deux délibérations relatives à l'approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes morales et des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes physiques

**M. Mathieu FIERLING (Responsable service et innovation)** à l'aide d'un Powerpoint projeté sur écran, détaille de la manière suivante, les propositions des nouveaux tarifs applicables au 1<sup>er</sup> février 2017 :

- Pour les abonnés Autolib' 1 an, il est proposé : d'augmenter de 1€ la demi-heure soit de passer de 6€ à 7€ (augmentation de 16%), puis de 0,50€ par an la demi-heure les années suivantes ; de facturer à 0,10€ la réservation de véhicule, puis d'augmenter ce tarif de 0,10€ par an pour arriver à un plafond de 0,50€ ;

- Pour les abonnés prêt-à-rouler, il est proposé d'augmenter le tarif de 0,50€ soit de 9€ à 9,50€, puis de 0,50€ par an pour les années suivantes ;

- Pour tous les abonnés Autolib', il est proposé d'augmenter les montants de franchise et d'introduire une option de rachat de franchise. Les montants de franchise sont augmentés de la façon suivante : le niveau 1 passe de 250€ à 500€, le niveau 2 passe de 475€ à 750€ et le niveau 3 passe de 750€ à 1000€. Le rachat de franchise permettra, pour 100€ par an dans un premier temps, de ne pas payer de franchise en cas d'accident.

M. FIERLING précise que si un usager atteint le niveau 3, le délégataire peut résilier son abonnement pendant un an.

**La Présidente** ajoute que le délégataire souhaitait au départ mettre en place un forfait, quel que soit le sinistre.

**M. Mathieu FIERLING** explique que les coûts directs entrent dans le montant de franchise.

- Pour le tarif recharge, il est proposé d'augmenter le coût à partir de la deuxième heure. La première heure reste facturée à 1€, les heures suivantes sont facturées 3€ / heure. La nuit, le (entre 22h et 7h du matin) le montant des recharges est plafonné à 6€. Il est également proposé de rendre payante la réservation de place pour la recharge (1€ pour trente minutes).

Cette mesure permettrait de dégager des places demandées dans les zones dans lesquelles la tension en demande de places stationnement est élevée.

**La Présidente** confirme que de plus en plus d'utilisateurs non Autolib' utilisent des bornes.

**M. Mathieu FIERLING** indique qu'il y a aujourd'hui 8000 abonnés recharge contre moins de 4000 véhicules Autolib' en service.

- Pour les abonnements Pro Autolib', il est proposé une augmentation de 10% des tarifs et une facturation des réservations de véhicule au même tarif que pour le grand public.
- Pour les abonnements Pro Recharge, il est proposé une facturation de la réservation des places pour 0,83€ HT les 30 minutes.
- Pour les abonnements Artisans (250 abonnements à ce jour), il est proposé d'augmenter le coût de l'abonnement de 6€ à 8€ par mois, et le coût des locations de 6€ à 8€ l'heure.

Il est ensuite proposé de supprimer l'option famille votée en novembre 2014 et qui n'a jamais été mise en œuvre en raison de la complexité informatique ; la suppression de la possibilité de restituer un véhicule en dehors d'une station en raison des coûts colossaux en termes de régulation et la suppression de la possibilité de louer un rehausseur.

Enfin, il est proposé d'augmenter le plafond des hausses tarifaires de 12% à 17% pour les tarifs à destination des particuliers ; d'augmenter le plafond des hausses tarifaires de 12% à 19% pour les tarifs à destination des personnes morales ; de préciser la définition apportée à la franchise ; d'introduire une pénalité de 50€ en cas de non-respect de la procédure de fin de charge pour les abonnés PRO.

**La Présidente** revient sur la problématique du stationnement. Elle précise que stationner à Paris centre coûte 4€ de l'heure (2,60€ dans les arrondissements non centraux).

**Mme Perrine PRECETTI (Antony)** juge dommage de supprimer la possibilité de restituer un véhicule hors station et demande s'il y aura une amélioration de la régulation. Elle estime que cela peut décourager certains usagers qui ne trouveront pas de place à l'arrivée.

**La Présidente** répond que cette faculté se résout par les problèmes de disponibilité. Elle rappelle que la restitution de véhicule hors station mobilisait un personnel important pour rapatrier les véhicules en station (au moins deux personnes pour 1 véhicule).

**Mme Perrine PRECETTI (Antony)** demande s'il n'est pas possible de mobiliser qu'une personne.

**M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine)** répond que deux personnes sont techniquement nécessaires. Il précise que près de 95% des gens réservent leur place d'arrivée. Il ajoute que le Syndicat est dans une période d'assainissement des comptes et est donc obligé de prendre des mesures.

**M. Éric LE LANN (Nanterre)** souhaite connaître l'avancée sur les tarifs sociaux.

**La Présidente** répond que le sujet a été évoqué en Bureau et que le délégataire considère que c'est le Syndicat qui le demande et qu'il lui appartient donc de les financer.

**M. Éric LE LANN (Nanterre)** indique que cela n'exclut pas une réflexion du Bureau.

**La Présidente** explique que ce n'est pas exclu, mais la question est que nous sommes en permanence en recherche de mesures pour parvenir à l'équilibre. Elle précise que certaines communes avaient fait le choix de proposer à leurs administrés des aides par exemple à l'abonnement.

**M. Éric LE LANN (Nanterre)** fait remarquer que pour mener cette réflexion, ce n'est pas la période idéale pour les finances communales.

**La Présidente** rappelle que l'objectif est d'éviter de solliciter les finances communales.

**M. Jackie BOULAY (Châtillon)** demande si le Syndicat a calculé l'incidence des augmentations de tarifs sur les recettes.

**La Présidente** répond que l'augmentation devrait représenter un surplus de 50 millions sur la durée de la DSP, c'est-à-dire jusqu'en 2023.

**M. Bernard ROCHE (Grand Paris Seine Ouest)** pense que ce genre de recettes ne peut pas être prévu à terme et que l'augmentation des tarifs peut amener à réduire le nombre de clients.

**La Présidente** indique que la projection est faite en fonction de l'évolution des usages.

**Mme Catherine PILON (Montreuil)** revient sur la suppression de la possibilité de restituer un véhicule hors station. Elle demande combien de déplacements cette mesure concerne-t-elle, et combien de personnes seront impactées, avant de prendre une décision. Elle évoque ensuite le problème de trois stations sur les quatorze qui ont été vandalisées à Montreuil et qui sont hors service depuis plusieurs mois.

**M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine)** explique que 80% des prises de véhicules se font par réservation, et 98% des trajets donnent lieu à une réservation d'une place à l'arrivée. La restitution des véhicules hors stations est donc pratiquée par un maximum de 2% des usagers.

**Mme Catherine PILON (Montreuil)** demande si une analyse territoriale a été effectuée.

**M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine)** répond qu'il faudrait entrer dans le détail. Néanmoins, la réservation des places d'arrivée est une condition quasi *sine qua non*.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** intervient sur les trois stations vandalisées à Montreuil. Elle explique que ces actes de vandalisme nécessitent des investigations de la police. Il faut attendre et conçoit que le temps est long, mais que les enquêtes doivent être menées avant la réouverture des stations. Elle ajoute que le Syndicat a de longues discussions avec le délégataire pour les remettre en service. Elle termine en indiquant que la DSP prévoit qu'en cas de vandalisme répété, le délégataire a le droit de demander le déplacement ou la suppression de la station et que les discussions portent également sur la définition de « répété ».

**La Présidente** ajoute que la difficulté déjà évoquée en bureau est de savoir comment identifier des stations qui pour diverses raisons ne sont pas rentables. Elle ajoute également que le périmètre global de la DSP devra être abordé, notamment sur l'opportunité de l'extension du périmètre à des communes encore plus éloignées. Elle termine en précisant que le Syndicat échange également avec le délégataire sur la problématique des stations vandalisées et que le climat est à la discussion sur tous ces sujets.

**Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie)** intervient sur le sujet de trois stations qui devaient être opérationnelles en septembre dernier à Sucy-en-Brie.

Elle précise qu'une campagne de publicité auprès de la population avaient été lancée et, soudainement, on fait savoir que tout est bloqué sans autre précision. Elle comprend que la situation de Sucy-en-Brie qui est, dit-elle, peut-être connue sur d'autres communes, est reliée à cette négociation et à cet avenant. Elle conclut en indiquant : « nous n'avons pas compris la problématique de fond et jusqu'à quand nous allons rester dans l'ombre » et que leur préoccupation première est de pouvoir donner des explications à la population qui était heureuse d'accueillir Autolib'.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** indique que le Syndicat est vraiment désolé de cette situation et précise qu'à la suite du Comité syndical du 19 octobre une quinzaine de travaux en cours ont été relancés. Elle explique qu'il s'agit, à ce stade, d'une forme de gel et que d'autres communes sont également concernées et cite notamment Garches, Buc et Epinay. Le Syndicat attend de débloquer la situation et dispose d'un tableau de suivi de toutes les stations concernées et de leur localisation. Elle remercie certaines villes qui ont accepté, à la demande du délégataire, de déplacer des stations afin d'être plus visibles dans certains endroits de la ville.

**La Présidente** confirme que le déploiement est impacté par les discussions. Le délégataire freine sur un certain nombre de points en attendant d'avoir satisfaction sur les autres.

**Mme Laurence WESTPHAL (Sucy-en-Brie)** demande quelles sont les explications claires et honnêtes pouvant être données aux citoyens : " est-ce de leur dire que le Syndicat Autolib' est en discussion avec le délégataire et que nous y verrons plus clair au mois de mars et que les travaux reprendront ? ". Elle termine en indiquant que la question est de savoir si l'on doit mettre en doute ou pas nos stations Autolib' et devons-nous ou pas préparer les habitants à un abandon de ce projet.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** rappelle que lorsque l'on sait où la station est implantée, il peut y avoir neuf à douze mois de travaux et qu'il faut être très prudent sur les délais de livraison des stations. Elle précise que ce qui peut être dit aux habitants de manière transparente c'est qu'à ce stade, le Syndicat examine le déploiement des stations parce qu'il s'avère qu'il y a des stations qui ne sont pas forcément bien régulées. Elle ajoute que cette pause permet d'examiner le fonctionnement et à partir du 1<sup>er</sup> mars, on pourra confirmer ou pas, l'installation de la station. Elle ajoute que, dès lors que vous aurez la confirmation pour la station, vous aurez entre 9 et 12 mois de travaux avant que la station soit opérationnelle.

**M. Olivier NADIRAS (Arcueil)** revient sur le sujet de la réservation des places et des 98% qui réservent ce qui démontre, dit-il, que lorsqu'ils partent ils ont envie de trouver une place pour se garer. Il rappelle qu'avant de réserver une voiture, les usagers vérifient les places disponibles à l'arrivée et s'il n'y en a pas, ces usagers ne prennent pas d'Autolib' et comme il n'est pas possible de les quantifier, il est difficile d'estimer le manque à gagner. Il demande ensuite s'il est possible de faire une comparaison tarifaire avec ce qui existe dans le monde, sachant que les frais salariaux ne sont pas forcément les mêmes mais cela pourrait peut-être avoir un début de piste d'orientation. Enfin, il souhaiterait connaître le détail des 179 millions d'euros évoqués dans le compte rendu du Bureau syndical et également savoir comment fonctionne la société Autolib' à savoir si elle a des relations entre ses différentes filiales avec des facturations internes ou pas. Parce que, dit-il, on s'est rendu compte, par ailleurs, que ce genre de montage amenait bien souvent à des tarifications qui étaient propres aux filiales entre elles.

**M. Marc FEUGÈRE (Châtenay-Malabry)** soucieux de l'équilibre de la DSP au même titre que les autres membres, s'avoue tout d'abord déçu de l'arrêt de la publicité sur les voitures qui était pour lui une idée originale qui pouvait amener des recettes non négligeables. Il ne comprend pas que l'arrêt soit lié à la réglementation de la Ville de Paris qui interdit la publicité des véhicules à proximité des lieux historiques, alors que les terminus de bus RATP placés à côté de ces lieux sont chargés de pubs. Il souhaiterait que cette réglementation soit étudiée de plus près. Etant utilisateur d'Autolib' depuis 4 ans, il juge inquiétante l'augmentation de 16% des tarifs.

Il note avec intérêt la remarque faite par un délégué au sujet d'Uber dont le coût est de 14€ l'heure et si c'est exact, il est, dit-il, plus intéressant de prendre un taxi plutôt qu'une Autolib'. Il ajoute que le processus pour prendre une Autolib' est long notamment dans sa ville où il y a 5 stations dont 3 en centre ville et indique que lorsqu'il souhaite prendre une Autolib', et qu'il n'y a pas de place disponible à l'arrivée, il ne la prend pas. Il est navré de la suppression de l'option famille. Il se dit enfin peu optimiste sur le dispositif Autolib'.

**M. Jacques FRANQUET (La Celle-St-Cloud)** revient sur la notification de défaut d'intérêt économique émise par la société Autolib', qui revient à une perte de 179 millions d'euros. Il juge peu probable que les communes ne soient pas finalement appelées à devoir participer financièrement à combler ce déficit.

**Mme Khadija OUBOUMOUR (Alfortville)** évoque la fermeture de deux stations dans sa ville ainsi que récemment la réduction de places dans deux stations passant de six à quatre places. Elle s'inquiète également de l'augmentation des tarifs qui, dit-elle, va rendre encore plus difficile l'augmentation du taux d'utilisation des véhicules.

**M. Alain SANSON (Fontaine-Fleury)** demande des explications quant à l'augmentation des tarifs qui d'après son analyse ne couvre pas la perte annuelle de la société Autolib'.

**M. Marc FEUGÈRE (Châtenay-Malabry)** compare les prix d'Autolib' à ceux d'Uber et s'interroge sur la pertinence de cette nouvelle tarification.

**M. Mathieu TELLIER (Aulnay-sous-Bois)** estime qu'il n'y aura plus de pertinence à avoir un abonnement en augmentant les tarifs et il lui semblait que la suppression de l'abonnement avait été évoquée lors d'un Comité.

**M. Christophe BERNIER (Gennevilliers)** souhaite faire une remarque plus générale sur les comptes de la DSP tout en précisant qu'il fait également partie du bureau. La problématique que l'on a, dit-il, est que le service a cinq ans et que l'ensemble des quasis investissements a été effectué. Aujourd'hui, ajoute-t-il, la courbe du déficit est inversement proportionnelle à l'ensemble des investissements qui se font en début de DSP. Une DSP qui, à la moitié de sa durée connaît un déficit important est du "déjà vu" pour tous ceux qui font partie d'autres Syndicat ou gèrent une DSP. Il est vrai que le montant du déficit est élevé parce qu'il y a des adaptations qui sont nécessaires. Autolib' est un projet assez inédit, c'est le seul projet quasiment de cette ampleur dans le monde, la DSP a été faite sur une page blanche donc il y a une adaptation régulière à faire du plan d'affaires. Il estime être attentif mais pas inquiet sur ce fonctionnement de DSP qu'il dit normal. Concernant Uber, il juge que ce dernier veut tuer la concurrence avec des services qui ne sont pas rentables car aujourd'hui, Uber perd des milliards d'euros à travers le monde sachant qu'il n'a pas d'investissement puisqu'il n'est pas propriétaire des véhicules. Il est d'accord sur le fait que l'augmentation des tarifs est importante mais on reste tout de même sur un service qui à son sens en tant qu'élu n'est pas un service qui doit par exemple concurrencer les transports en commun. Autolib', complète un service, soit sur des trajets de banlieue à banlieue sur lesquelles les transports en commun ne sont pas forcément satisfaisants, sur des horaires spécifiques, sur des trajets où l'on va être plusieurs et il rappelle que le ticket de métro est à presque 2 euros. L'augmentation des tarifs est nécessaire au regard du maintien d'un équilibre de la DSP et d'une réflexion globale sur la DSP et c'est pour cela qu'il voulait apporter cette réflexion.

**M. Olivier NADIRAS (Arcueil)** revient sur les exemples de comparaison avec Uber. Il estime que les tarifs d'Uber, surtout en période de pic de pollution, utilisant des voitures qui produisent du CO2 et autres polluants, n'ont rien à voir avec les tarifs d'Autolib' (voitures électrique). De plus, il insiste sur le fait que la tarification d'Uber ne tient pas compte des éléments de santé publique et pour lui, il n'y a pas de comparaison possible avec le service Autolib'.

**Mme Khadija OUBOUMOUR (Alfortville)** s'interroge sur le type des usagers Autolib'.

**La Présidente** rappelle tout d'abord les conditions de mise en place de la DSP. Elle pointe notamment que le délégataire avait accepté un déficit global de fin de DSP en 2023 de 60 millions d'euros. Elle ajoute que les investissements ont été faits en début de DSP et concernaient à la fois les bornes et tout le mécanisme informatique qui a coûté plus que prévu initialement. Ces investissements sont en cours d'amortissement et sont censés être amortis à la fin de la délégation. C'est pour cela qu'aujourd'hui, sachant que certaines communes nous rejoindront ou pas, et si certaines communes n'ont pas encore leurs stations, nous savons bien qu'environ 90% des stations préexistent désormais.

Elle revient ensuite sur les stations jugées économiquement non rentables en rappelant que ce ne sont pas les abonnements qui rapportent mais les locations.

C'est pour cela que les stations économiquement rentables ou non sont des stations pour lesquelles les locations tournent. Elle ajoute qu'une voiture est louée en moyenne six à huit fois par jour et tout ce qui dégrade cette location rapporte moins parce qu'à la différence d'un système comme par exemple Vélib, l'utilisateur paie dès la première minute.

Elle explique que dans l'avenant, elle a obtenu du délégataire que jusqu'au 1<sup>er</sup> mars le Syndicat entraînait en discussion avec le délégataire de manière solide. Elle précise que le Syndicat n'aura jamais accès à l'intégralité des comptes du groupe Bolloré. Elle indique que le Syndicat a néanmoins été très pointilleux sur l'analyse des comptes et sur tout ce qui devait être justifié et a ainsi récupéré 17 millions d'euros au titre du développement du système informatique dont l'usage est partagé avec les autres services déployés en France et à l'étranger. Ainsi, le délai jusqu'au 1<sup>er</sup> mars est une période de discussion, qu'elle souhaite rendre efficace et rappelle son objectif qui est de ramener le déficit à minima au niveau pris en charge par le délégataire, voire même de le relever. Elle précise qu'à ce jour aucune commune ne contribue financièrement à ce dispositif mais indique que cela est prévu dans la DSP.

Concernant la publicité, elle comprend le regret de certains membres mais explique qu'elle ne peut faire autrement.

La présidente termine en rappelant les différents objectifs, faire en sorte que le dispositif fonctionne ; qu'Autolib' participe à résoudre une problématique de santé publique ; que les usagers soient certains d'avoir un véhicule ; que le coût soit soutenable ; et que les communes ne participent pas financièrement.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** prend la parole concernant le type d'utilisateurs Autolib'. Une enquête annuelle du CSA révèle que la majorité des utilisateurs utilisent Autolib' dans une démarche écologique. Elle précise qu'en cas de pic de pollution, toutes les voitures électriques peuvent circuler.

**M. Mathieu FIERLING (Responsable service et innovation)** ajoute qu'une heure de gratuité est offerte aux nouveaux abonnés Prêt-à-Rouler pendant le pic de pollution.

**M. Marc FEUGÈRE (Châtenay-Malabry)** revient sur le prix des abonnements.

**La Présidente** explique que 96% des recettes sont constituées par la location.

**M. Marc FEUGÈRE (Châtenay-Malabry)** juge l'aspect abonnement important. Il évoque la difficulté de trouver des stations libres et les dysfonctionnements du GPS.

En l'absence d'autres remarques, elle soumet la délibération aux voix.

Le Concédant et le Concessionnaire ont conclu le 25 février 2011 une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (ci-après « la Convention ou Concession »). La Convention est entrée en vigueur le 4 mars 2011.



L'avenant proposé traite des sujets suivants :

- **Modification des tarifs**

Conformément notamment à l'article 30.2 de la Délégation de Service Public Autolib', le Concessionnaire a fait parvenir au Concédant le 31 mai 2016 le bilan de fonctionnement du service pour l'année 2015 ainsi que le rapport annuel du délégataire.

Sur la base du cinquième paragraphe de l'article 37.3 de la Convention de Concession, le Concessionnaire a proposé au Concédant une variation additionnelle sur l'ensemble de sa gamme tarifaire en estimant que les conditions de marché rendent possible cette augmentation et que cette dernière est nécessaire pour la participation au rétablissement annuel de ses comptes. Pour sa mise en application, conformément audit paragraphe reproduit ci-dessous, il est stipulé que l'accord des parties doit être entériné par la conclusion d'un avenant :

« Le Concessionnaire pourra proposer au Concédant en sus, une variation additionnelle de ses tarifs si les conditions du marché le permettent et si une augmentation est nécessaire au rétablissement de l'équilibre annuel des comptes du Concessionnaire. Elle ne pourra intervenir que par accord des parties entériné par la conclusion d'un avenant. »

Le projet de modification des tarifs du Concessionnaire a été soumis aux membres du Comité et du bureau.

Cette disposition tarifaire s'inscrit dans le cadre d'un accord global encore en discussion visant à rétablir la situation financière des comptes de la DSP.

- **Modalités d'agrément du Plan d'affaires actualisé 2016**

Dans le cadre des dispositions de l'article 41.2 de la Convention, le Concessionnaire a soumis au Concédant, pour agrément, un de Plan d'Affaires actualisé 2016 comprenant entre autres les mesures proposées au point 1 du présent préambule. Le Concédant a fait part au Concessionnaire de son souhait de procéder à des études approfondies d'une part, et d'entendre à nouveau le Concessionnaire sur certains points particuliers du plan d'affaires actualisé 2016 présenté, d'autre part.

De ce fait, le Concédant a sollicité du Concessionnaire son accord afin d'étendre la période au terme de laquelle le Concédant devait communiquer au Concessionnaire sa position sur le plan d'affaires actualisé 2016.

Le Concessionnaire y ayant consenti, en conséquence, les parties se sont entendues pour que les délais d'agrément prévus à l'article 41.2 de la Convention soient fixés pour le plan d'affaires actualisé 2016 au plus tard au 1er mars 2017. À défaut d'un accord du Concédant avant cette date, et conformément aux dispositions des articles 69 et 70 de la Convention, l'une ou l'autre des Parties pourra saisir le comité de suivi et éventuellement le comité de conciliation dans les délais prescrits aux dits articles, ceci préalablement à l'application le cas échéant des dispositions prévues à l'article 63 de la convention.

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, AUTORISE à l'unanimité la Présidente à signer l'avenant n°9 à la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.***

### 3 - 2 Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes morales (délibération 2016 34)

Le Comité syndical, lors de la séance du 16 décembre 2010, a approuvé le contrat de délégation de service public pour la mise en place d'Autolib' qui a été signé le 25 février 2011.

Le Comité syndical, lors de la séance du 16 février 2012, par délibération 2012 010, a approuvé les premières conditions générales d'accès et d'utilisation du service Autolib', destinées aux personnes morales.

Les conditions générales d'accès et d'utilisation du service Autolib' destinées aux personnes morales ont ensuite été modifiées à quatre reprises :

- par délibération 2013 012, afin de mettre en place une pénalité à l'encontre des usagers stationnant sur une place déjà réservée par un autre utilisateur et pour supprimer le dispositif de reconduction tacite qui avait été mis en œuvre initialement ;
- par délibération 2014 034, afin notamment d'inclure des mesures permettant d'améliorer le parcours client (réservations, prise, restitution), de mettre en conformité les CGAU vis à vis de la loi Consommation et des nouvelles recommandations de la CNIL, de permettre à l'utilisateur de déterminer la date de départ de son abonnement, de clarifier les modalités de validation des CGAU et de modifier la grille tarifaire de l'Abonnement Recharge PRO afin de la décliner en un Forfait Recharge Véhicule Tiers dont les tarifs soient en cohérence avec l'offre Recharge proposée au grand public ;
- par délibération 2015 042, afin notamment de créer un forfait 15 heures et d'augmenter de 10% les tarifs Autolib' PRO, d'introduire la possibilité d'utiliser un badge tiers, de modifier le parcours client pour que la location débute au moment de l'attribution du véhicule par la borne, d'apporter des précisions sur les modalités de résiliation et de réintroduire le dispositif de reconduction tacite ;
- en juillet 2016, afin d'introduire la notion de badge tiers et de modifier la grille tarifaire de l'abonnement Recharge PRO, réintroduire le principe des forfaits avec deux nouveaux forfaits 20h et 50h de charge par mois.

Au regard des retours d'expérience après 59 mois d'exploitation, le Déléataire a souhaité faire évoluer et compléter les Conditions Générales d'accès et d'utilisation (CGAU) du service Autolib' destinées aux personnes morales de la manière suivante (les tarifs sont des tarifs HT) :

- les tarifs PRO Autolib' observent une augmentation de dix pour cent. La nouvelle grille tarifaire est la suivante :

Nombre d'heures	Tarif mensuel HT / mois	Prix au-delà du forfait
15	215 €	0,3€ la minute
25	340 €	
50	660 €	
100	1298 €	
200	2 585 €	
500	6 215 €	
1000	12 100 €	
2000	23 430 €	

- le montant de l'abonnement Utilib' 1 an passe de 72€ à 96€ et le coût de la location passe de 6€ à 8€ la ½ heure ;
- pour les abonnés PRO Autolib' et Utilib', facturation de la réservation de véhicule pour un coût de 0,08€ HT par réservation de véhicule ;

- la définition de la Franchise est précisée : c'est la somme, à la charge de l'Abonné, visant à couvrir les coûts pouvant résulter du traitement d'un sinistre, tels que notamment réparations du Véhicule, frais de remorquage, d'expertise, frais de gestion, indemnité de l'assureur, frais de courtage en assurance, indemnité d'immobilisation du Véhicule etc ;
- augmentation du plafond des hausses tarifaires de 12% à 19% ;
- pour les abonnés PRO Recharge, introduction d'une pénalité de 41,67€ HT en cas de non respect de la procédure de fin de charge ;
- pour les abonnés PRO Recharge, la durée maximum de réservation d'une place passe à 30 minutes. Chaque réservation est facturée 1€.

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, Approuve** les Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation destinées aux personnes morales, ci-annexées.

### 3 - 3 Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes physiques (délibération 2016 35)

Le Comité syndical, lors de la séance du 16 décembre 2010, a approuvé le contrat de délégation de service public pour la mise en place d'Autolib' qui a été signé le 25 février 2011.

Le Comité Syndical, lors de la séance du 24 novembre 2011, a approuvé les premières conditions générales d'accès et d'utilisation du service Autolib'.

Les conditions générales d'accès et d'utilisation du service Autolib' destinées aux personnes physiques ont ensuite été modifiées à cinq reprises :

- par délibération 2012 009 afin notamment de simplifier la grille tarifaire et d'harmoniser les tarifs de location à la demi-heure, de créer un abonnement mensuel et un abonnement multi-utilisateurs, et de permettre la prise en charge du paiement par un tiers payeur ;
- par délibération 2013 012 afin de mettre en place une pénalité à l'encontre des usagers stationnant sur une place déjà réservée par un autre utilisateur ;
- par délibération 2013 027 afin notamment d'introduire la reconduction tacite pour les abonnés longue durée, de simplifier la grille tarifaire, et de permettre l'abonnement depuis l'application mobile ;
- par délibération 2014 033 afin notamment d'inclure des mesures permettant d'améliorer le parcours client (réservations, prise, restitution), de mettre en conformité les CGAU vis à vis de la loi Consommation et des nouvelles recommandations de la CNIL, de permettre à l'utilisateur de déterminer la date de départ de son abonnement, de clarifier les modalités de validation des CGAU et d'aligner la grille tarifaire du Forfait Recharge Deux Roues avec le Forfait Recharge Véhicules Tiers ;
- par délibération 2015 041 afin notamment de supprimer le forfait multiutilisateur qui n'a pas trouvé son marché, de créer une offre « famille », de remanier la grille tarifaire en créant une offre « sans engagement » en remplacement de toutes les offres de courte durée préexistantes, d'ajuster le tarif d'utilisation pour les abonnés 1 an et de modifier certains aspects du parcours client.

Au regard des retours d'expérience après 61 mois d'exploitation, le Déléataire a souhaité faire évoluer et compléter les Conditions Générales d'accès et d'utilisation (CGAU) du service Autolib' destinées aux personnes physiques de la manière suivante :

Mesures destinées aux abonnés 1 An uniquement :

- augmentation du tarif d'utilisation pour les abonnés 1 an, qui passe de 6€ à 7€ la ½ heure. Le tarif d'abonnement est inchangé à 10€ / mois ;
- facturation des réservations de véhicules à hauteur de 0,10€ par réservation ;
- suppression de l'option "Famille" à la demande du délégataire, qui ne souhaite pas effectuer les développements informatiques nécessaire à sa commercialisation.

Mesures destinées aux abonnés Prêt à Rouler uniquement :

- augmentation du tarif d'utilisation pour les abonnés Prêt à Rouler, qui passe de 9€ à 9,5€ la ½ heure.

Mesures destinées aux abonnés Autolib' (hors abonnés Recharge)

- augmentation des seuils de Franchise comme suit :
- Niveau 1 : de 250€ à 500€
- Niveau 2 : de 475€ à 750€
- Niveau 3 : de 750€ à 1.000€
- la définition de la Franchise est précisée : c'est la somme, à la charge de l'Abonné, visant à couvrir les coûts pouvant résulter du traitement d'un sinistre, tels que notamment réparations du Véhicule, frais de remorquage, d'expertise, frais de gestion, indemnité de l'assureur, frais de courtage en assurance, indemnité d'immobilisation du Véhicule etc.. ;
- introduction d'une option de rachat total de franchise : cette option est facturée 100€ lors de la souscription du contrat mais peut également être souscrite en cours d'exécution du contrat pour 100€ prorata temporis du nombre de jours entre la date de souscription de l'abonné à cette option et la date de fin de l'option ;
- le plafond du dépôt de garantie est limité à dix fois le montant de la franchise au lieu de vingt fois ;
- suppression de l'option permettant de louer un rehausseur pour enfant. Le Délégataire n'a jamais su proposer de solution permettant aux usagers de louer un rehausseur de façon simple et rapide ;
- suppression de la possibilité de restituer un véhicule hors-station. Cette mesure entraînait des abus de la part de certains utilisateurs et s'avérait très coûteuse dans sa mise en œuvre.

Mesures destinées aux abonnés Recharge Auto :

- augmentation des tarifs du Service Recharge comme suit :
- pour la période comprise entre 7h et 22h = 1€ la première heure puis 3€ par heure suivante
- pour la période comprise entre 22h et 7h : 1€ la première heure puis 3€ par heure suivante plafonnée à 6€ sur la période.
- facturation des réservations de places à hauteur de 1€ les 30 minutes.

Mesures destinées à tous les abonnés Recharge (Auto et 2 Roues) :

- introduction d'une pénalité de 50€ en cas de non respect de la procédure de fin de charge.

Mesures destinées à tous les abonnés (Autolib' et Recharge) :

- augmentation du plafond des hausses tarifaires de 12% à 17%.

Il est prévu que ces modifications entrent en œuvre le 1<sup>er</sup> février 2017.

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, Approuve à l'unanimité** les Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation destinées aux personnes physiques, ci-annexées.

**La présidente** donne la parole M. SALEMKOUR

**M. Malik SALLEMKOUR (Chargé de mission juridique et financière)**

Afin de préparer son renouvellement avec une extension du service Vélib' au-delà de son périmètre actuel, le Syndicat Mixte d'Études Vélib' Métropole a été créé le 29 février 2016 et a lancé un appel d'offres avec dialogue compétitif pour choisir l'exploitant de ce futur service.

Le Syndicat mixte Autolib' a modifié ses statuts le 14 novembre 2016 pour permettre de devenir le futur Syndicat responsable de l'exploitation de ce marché. Le Syndicat d'études Vélib' lui transfèrera la procédure de marché en cours au terme de la phase de dialogue prévue courant mars 2017. Le Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole procédera à l'attribution du marché et à sa mise en œuvre.

Pour la durée de vie du Syndicat Mixte d'Études Vélib' dans un souci de mutualisation des coûts et en complément de la mise à disposition des services de la Ville de Paris, une convention de coopération a été signée avec le Syndicat Mixte Autolib' Métropole le 1<sup>er</sup> avril 2016 pour lui permettre de bénéficier de son expertise et assurer sa gestion administrative et institutionnelle.

Elle fixe notamment le cadre des moyens mis à disposition ainsi que les conditions financières.

Après un semestre de mise en œuvre, les deux parties se sont rapprochées en application des dispositions de son article 5 sur le suivi de cette convention pour apprécier le bilan du temps effectivement passé par le Syndicat Mixte Autolib' avec les implications financières conséquentes.

Il s'avère que la base de calcul du forfait semestriel prévu à l'article 4 au titre de l'expertise du Syndicat Mixte Autolib', initialement fixée à une demi-journée par semaine, s'avère insuffisante du fait de la procédure de marché public retenue avec un dialogue compétitif et de la préparation du transfert de cette procédure au futur Syndicat de gestion, l'ensemble conduisant à une charge de travail passée et à venir supérieure à celle estimée au départ.

Conformément au dernier alinéa de l'article 4 qui prévoit la possibilité d'une révision des coûts et des modalités de calculs, le présent avenant vise à ajuster au plus près de la charge de travail effective le forfait semestriel au titre de l'expertise du Syndicat mixte Autolib', devenu Syndicat mixte Autolib' Vélib' Métropole le 14 novembre 2016, prévu à l'article 4 de la convention.

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet la délibération aux voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité l'avenant n°1 à la convention de coopération entre le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole et le Syndicat Mixte d'Études Vélib' Métropole annexé ; AUTORISE la Présidente à signer l'avenant n°1 à la convention de coopération entre le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole et le Syndicat Mixte d'Études Vélib' Métropole ainsi que tous les documents s'y rapportant.**

**La présidente** donne la parole à M. CHEKIR

**M. Sédik CHEKIR (Responsable des finances)** explique qu'en février 2016, le Syndicat a déménagé au 2 rue Jean Lantier, 75001 Paris. Le contrat de prestation des nouveaux locaux prévoyait l'agencement des bureaux.

De ce fait, l'ancien mobilier n'étant plus utilisé, il peut être revendu et le produit de la vente viendra en recettes dans les comptes du Syndicat.

Il s'agit d'autoriser le syndicat à mettre en vente ce mobilier (bureaux, chaises, caissons, armoires, tables).

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet la délibération aux voix

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, AUTORISE à l'unanimité la mise en vente de l'ancien mobilier (bureaux, chaises, caissons, armoires, tables).**

### 3 - 6 Décision modificative au Budget (délibération 2016 38)

**La présidente** donne la parole à M. CHEKIR

**M. Sédik CHEKIR (Responsable des finances)** explique que :

Le budget primitif 2016 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 15 mars 2016.

Dans le respect des principes budgétaires, en cours d'année, la présidente peut procéder à des ajustements budgétaires.

Pour le budget d'investissement, il est nécessaire :

- De diminuer les crédits des subventions d'investissements reçues et des subventions d'équipement versées afin de prendre en compte le bilan de réalisation des stations en 2016.
- D'augmenter les crédits au niveau des dépôts et cautionnements reçus afin de rembourser la caution à l'ancien sous locataire.
- D'augmenter les crédits du chapitre 024 « Produits des cessions d'immobilisations » pour prendre en compte la cession d'une partie du mobilier.

Pour le budget de fonctionnement, il est nécessaire :

- D'augmenter les crédits des charges de personnel et des produits exceptionnels dues à la convention de coopération entre le Syndicat Mixte Autolib' Métropole et le Syndicat Mixte d'Étude Vélib' Métropole.
- D'augmenter les crédits de l'article 673 « Titres annulés sur exercices antérieurs » afin de régulariser le mode de financement de stations, passé du mode étalement au mode subvention d'investissement.
- D'augmenter les crédits de l'article 6459 « Remboursement sur charges de sécurité sociale et de prévoyance » pour prendre en compte le remboursement d'un trop versé de charge IRCANTEC.
- D'augmenter les crédits de l'article « Autres redevances et recettes diverses » pour prendre en compte l'indexation de la redevance de frais de contrôle.

Ces ajustements nous conduisent également à baisser en section d'investissement le chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement » et en section de fonctionnement le chapitre 023 « Virement à la section d'investissement »

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet la délibération aux voix.

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE à l'unanimité, la décision modificative n°1 du budget primitif 2016 comme suit :**

#### Section d'investissement

Article / Chapitre	Dépenses		Recettes	
	Baisse des crédits	Hausse des crédits	Baisse des crédits	Hausse des crédits
165- Dépôts et cautionnements reçus		2 700,00 €		
20421- Biens mobiliers, matériel et études	2 204 560,00 €			
13148- Autres communes			2 000 000,00 €	
021- Virement de la section de fonctionnement			201 860,00 €	
024- Produits des cessions d'immobilisations				900,00 €

## Section de fonctionnement

Article / Chapitre	Dépenses		Recettes	
	Baisse des crédits	Hausse des crédits	Baisse des crédits	Hausse des crédits
64111- Rémunération principal		35 700,00 €		
673- Titres annulés sur exercices antérieurs		251 360,00 €		
023- Virement à la section d'investissement	201 860,00 €			
6459- Remboursement sur charges de sécurité sociale et de prévoyance				8 800,00 €
70388- Autres redevances et recettes diverses				33 900,00 €
7788- Produits exceptionnels divers				42 500,00 €

3 - 7 Mise en place de l'entretien professionnel (délibération 2016 39)

**La présidente** donne la parole à Mme PUIG

**Mme Fabienne PUIG (Responsable de la coordination technique et administrative)** explique qu'aux termes de l'article 69 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, l'entretien professionnel annuel des fonctionnaires titulaires est obligatoire en lieu et place de la notation à compter du 1er janvier 2015.

En outre le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale a étendu cette obligation aux agents contractuels en CDI et CDD de plus d'un an à partir de 2016.

Il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer les critères qui seront utilisés pour procéder à l'évaluation de la valeur professionnelle de ces agents dans les limites réglementaires.

Ce dispositif s'inscrit dans une politique globale de gestion dynamique des ressources humaines : les avancements de grade, les promotions internes et le montant du régime indemnitaire s'appuieront sur les résultats de l'entretien professionnel.

L'entretien professionnel devra être conduit par le supérieur hiérarchique direct de l'agent évalué.

Il donnera lieu à un compte-rendu établi et signé par le supérieur hiérarchique direct.

Ce compte-rendu comportera une appréciation générale littéraire, sans notation, traduisant la valeur professionnelle de l'agent.

Les critères établis après avis favorable du Comité technique placé auprès du Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite couronne portent notamment sur :

- \* l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs
- \* les compétences professionnelles et techniques
- \* les qualités relationnelles
- \* la capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur
- \* la contribution à l'activité du service ou de la direction

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet la délibération aux voix.

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE à l'unanimité**, que les critères qui servent de base à l'appréciation de la valeur professionnelle de l'agent au terme de l'entretien prévu par le décret n°2014-1526, portent sur :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs, sous critères :
  - Capacité à concevoir et conduire un projet
  - Aptitude à mettre en œuvre un projet dans les délais
  - Capacité d'analyse et de synthèse
  - Fiabilité et qualité du travail effectué
  - Rigueur et sens de l'organisation
  - Capacité d'anticipation
- Les compétences professionnelles et techniques, sous critères :
  - Capacité d'expression écrite et oral
  - Connaissances règlementaires
  - Entretien et développement des compétences
  - Maîtrise des nouvelles technologies
  - Autonomie
  - Réactivité
- Les qualités relationnelles, sous critères :
  - Sens de l'écoute
  - Capacité à travailler en équipe
  - Aptitudes relationnelles dans l'environnement professionnel
- La capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur, sous critères :
  - Capacité à communiquer (dialogue, écoute et information)
  - Capacité à définir des objectifs et évaluer les résultats
  - Capacité à organiser et piloter
  - Capacité à déléguer et à contrôler
  - Capacité à la prise de décision
  - Capacité à être force de propositions
- La contribution à l'activité du service ou de la direction, sous critères :
  - Sens des responsabilités
  - Capacité à partager l'information (ascendant/descendant)
  - Sens du service public et conscience professionnelle

3 - 8 Pérennisation du télétravail (délibération 2016 40)

**La présidente** donne la parole à Mme HACHÉ

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** explique que le télétravail, instauré par la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 dans la fonction publique et le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 déterminant ses conditions d'exercice, désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication.



Les enjeux du télétravail sont de deux niveaux :

- enjeu de « ressources humaines » centré sur la qualité de vie au travail : il s'agit de mieux concilier vie personnelle et vie professionnelle, de favoriser le maintien dans l'emploi pour les personnes en situation de handicap, de limiter les déplacements domicile/travail.
- enjeu « développement durable » : répondre aux problématiques des questions des déplacements domicile-travail, agir sur la réduction du bilan carbone.

Le Comité Syndical, lors de sa séance du 9 novembre 2015 avait, à l'unanimité, adopté la mise en œuvre de l'expérimentation du télétravail au sein Syndicat Mixte Autolib' Métropole sur la base des modalités définies dans la charte du télétravail, pour une période de 1 an à compter du 1er/01/2016.

Elle précise que le télétravail est organisé au domicile de l'agent et qu'il s'applique aux fonctionnaires et aux contractuels.

Elle indique que le bilan de cette expérimentation (annexé) a été transmis, pour avis, au Comité technique du Centre de gestion de la petite couronne. Elle termine en indiquant que pour l'ensemble des agents, ce mode d'organisation est une réussite.

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet la délibération aux voix.

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, DÉCIDE la pérennisation du télétravail au sein du Syndicat à compter du 1er janvier 2017 ; DÉCIDE la validation des critères et modalités d'exercice du télétravail tels que définis ci-dessus ; DIT QUE les crédits correspondants sont inscrits au budget.***

3 - 9 Délégation de compétence à la Présidente : ajustement des seuils au nouveau décret des marchés publics (délibération 2016 41)

**La présidente** donne la parole à Mme HACHÉ

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** explique que la délibération n°2014 017 du 10 juillet 2014 relative à la délégation de compétence à la présidente, lui donne en outre, délégation de compétence pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à 206 000 € HT et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Tous les deux ans, avec effet au 1er janvier de chaque année paire, le règlement de la Commission européenne fixe les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique et, ce règlement européen est ensuite transcrit en droit français par décret.

Pour ne pas avoir à actualiser la délibération de délégation de compétence à la présidente tous les deux ans, il vous est proposé la modification suivante :

Ancienne rédaction :

2°) pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à 206 000 € HT et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Nouvelle rédaction :

2°) pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant HT inférieur au seuil de publicité de la procédure formalisée fixée par décret et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet la délibération aux voix.

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, DÉCIDE**, de donner délégation de compétence à la Présidente, pour la durée de son mandat, pour :

1°) procéder :

- à la réalisation de tout type d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget dans la limite d'un montant maximum annuel fixé lors de l'adoption du budget annuel, du budget supplémentaire ou de décisions modificatives ;

- aux opérations financières comprenant tous les actes nécessaires utiles à la gestion des emprunts ;

2°) prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant HT inférieur au seuil de publicité de la procédure formalisée fixée par décret et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

3°) décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4°) passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

5°) décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 euros ;

6°) fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

7°) intenter au nom du Syndicat Mixte toutes les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, du fait de l'ensemble de ses activités devant toutes les juridictions sans exception, administratives et judiciaires, tant civiles que pénales, prud'homales, sociales ou commerciales et ce, tant en première instance qu'en appel ou en cassation ;

8°) réaliser les lignes de trésorerie dans la limite maximum annuelle de 50 000 euros ;

9°) demander l'avis de la Commission consultative des services publics locaux dans tous les cas visés à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

10°) tout autre pouvoir en dehors des cas strictement interdits par la loi : article L. 5211-10 du CGCT.

**PREND ACTE** que, conformément à l'article L. 5211-10 susvisé, la Présidente rendra compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation, lors de chaque réunion de l'organe délibérant ;

**PREND ACTE** que, les décisions prises par la Présidente dans le cadre des pouvoirs qui lui sont ainsi délégués feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires.

3 - 10 Modification du tableau des effectifs du Syndicat (délibération 2016 42)

**La présidente** donne la parole à Mme HACHÉ

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** explique que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Comité syndical de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

Compte tenu des besoins spécifiques et des compétences requises pour le bon fonctionnement du Syndicat notamment dans l'organisation technique et logistique, il convient de créer un emploi d'agent de maîtrise principal.

**M. Marc FEUGÈRE (Châtenay-Malabry)** demande si cette délibération est liée à l'arrivée de Vélip'.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat Autolib')** répond que c'est en partie lié Vélip' et à l'organisation de toutes les instances.

**La Présidente**, en l'absence de remarques, soumet la délibération aux voix.

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, la création d'un emploi d'agent de maîtrise principal.**

#### **4 - Points divers**

**La Présidente** indique que la CNIL devrait bientôt approuver qu'Autolib' figure sur le Pass Navigo.

**La Présidente** donne ensuite la parole à Mme HACHÉ pour l'information réglementaire qui doit être faite aux membres sur le bilan des marchés en cours.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** au moyen d'un Powerpoint diffusé sur écran explique les deux marchés en cours :

Le marché assistance juridique notifié le 24 mars 2015 avec le cabinet Adden Avocats d'un montant de (200 000€ pour une durée de quatre ans), qu'il a été consommé 22 055 € qu'il a été engagé 9 276,66 € et que le solde est de 168 668,34 €.

Le marché études ponctuelles et assistance au suivi de la DSP notifié le 3 septembre 2015 avec le cabinet Stratégie Gestion Publique d'un montant de (89 999€ pour une durée de deux ans), qu'il a été consommé 65 550,00 € et que le solde est de 24 449,00€

**M. Olivier NADIRAS (Arcueil)** s'enquiert de savoir si Autolib' sera impliqué dans le prochain grand prix de Formule 1 électrique à Paris.

**La Présidente** fait savoir qu'Autolib' était associé à cet événement l'année dernière.

**Mme Véronique HACHÉ (Directrice du Syndicat)** ajoute que ce grand prix a lieu tous les deux ans à Monaco. La première édition à Paris a en effet eu lieu l'année dernière.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16h45 et indique que le prochain Comité Syndical aura lieu le 8 février 2017.

Le Secrétaire de séance,

Vincent Mezure



La Présidente,

M. Marie-Pierre de la Gontrie

Marie-Pierre de la Gontrie